

Du nouveau pour le PEA PME-ETI



© 2024 Les Echos Publishing

Pour encourager l'épargne en direction des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI), les pouvoirs publics ont créé, en 2014, le PEA PME-ETI. Dix ans après son lancement, les résultats sont assez décevants. Ainsi, selon les derniers chiffres de la Banque de France, à fin 2023, 270 631 plans seulement avaient été souscrits. À titre de comparaison, le PEA dit « classique » enregistre 6 986 282 unités.

Afin de lui donner un nouvel élan, la loi dite « attractivité » du 13 juin 2024 est venue simplifier l'éligibilité des valeurs cotées à ce support d'épargne. Pour rappel, jusqu'à présent, pour pouvoir être éligibles au PEA PME-ETI, une société émettrice de titres devait répondre à certains critères, à savoir :

- soit être une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5 000 personnes et qui, d'autre part, dégage un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou a un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros ;

- soit être une entreprise dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation et qui respecte cumulativement les critères suivants :

- sa capitalisation boursière est inférieure à 1 milliard

d'euros ou l'a été à la clôture d'au moins un des quatre exercices comptables précédant l'exercice pris en compte pour apprécier l'éligibilité des titres de la société émettrice ;

– elle occupe moins de 5 000 personnes et dégage un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou a un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Ces seuils sont appréciés sur la base des comptes consolidés de la société émettrice des titres concernés et, le cas échéant, de ceux de ses filiales.

Désormais, avec la loi attractivité, dans le deuxième cas de figure, un seul critère demeure : celui de la capitalisation. Autre nouveauté, le seuil de capitalisation boursière passe de 1 à 2 milliards d'euros. Selon les professionnels du secteur, cette évolution législative pourrait permettre de faire passer le nombre de valeurs éligibles d'environ 355 à 545 (3 400 valeurs au niveau européen).

[Art. 5, loi n° 2024-53 du 13 juin 2024, JO du 14](#)

© 2024 Les Echos Publishing